



Communiqué du 4 mars 2022 Collectif Inter Hôpitaux

Hôpitaux publics : solde de tout compte ?

Le 17 février, la Conférence Nationale des Directeurs de Centres Hospitaliers s'inquiétait des « déficits engendrés par les surcoûts salariaux » induits par le Ségur et non financés.

Le 3 mars, la Fédération Hospitalière de France (FHF) et celle des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires (FEHAP) annoncent un déficit de 1,7 milliards d'euros en 2021 en raison des surcoûts du COVID non compensés.

Le ministre de la santé a déclaré, à la presse comme au parlement, de multiples fois depuis 18 mois que l'effort financier était massif et sans précédent : **19 milliards** d'euros.

Oui mais ce sont 19 milliards d'euros sur 10 ans, pour la ville et l'hôpital, le médicosocial et le sanitaire, le privé et le public. Le budget de la santé, avec le médicosocial, est chaque année de 200 milliards...donc représente plus de **2000 milliards en dix ans. 19 milliards**, cela correspond à 1% du financement quand, chaque année depuis 10 ans, il a manqué 1 à 2% au budget pour parvenir à supporter l'accroissement des charges fixes. **19 milliards**, c'est majeur mais ce n'est donc pas massif. Cela n'efface ni les 10 milliards d'économies faites dans la décennie passée, ni les économies de 2021 (cf CP de la FHF ci dessus) ni celle de cette année (cf CP de la CNDCHG ci-dessus) ou celles à venir puisque le budget n'est toujours pas calculé en fonction des besoins ou de l'inflation.

Le 3 mars, le Président de la République, se déclarant candidat, écrit « *nous avons pu investir dans nos hôpitaux et notre recherche* ». Annonçant qu'il faudra travailler plus et qu'il souhaite baisser les impôts, il trace ses priorités en matière de santé: « *nous opérerons la révolution de la prévention et ferons reculer les déserts médicaux.* ».

Le Collectif Inter-Hôpitaux constate l'état désastreux des hôpitaux publics. La vacance de postes s'amplifie pour les médecins comme pour les paramédicaux, à Paris comme en régions. La fermeture de service d'urgences, de Laval à Bailleul, de Montmorillon à Saint Calais, devient un phénomène national.

Face à un hôpital à genoux, attendre un miracle n'est pas une solution. De l'assèchement des hôpitaux publics aux déserts médicaux, le Collectif Inter-Hôpitaux appelle la population à faire le bilan et le rejoindre pour la pérennité de l'hôpital public. Tous les candidats, Président ou non, doivent affronter avec lucidité la situation sanitaire. Leur programme doit annoncer leurs mesures pour la sauvegarde de l'hôpital public et d'un système de santé solidaire.

Le solde de tout compte n'est pas un programme politique pour la mandature à venir.